Nations Unies E/CN.6/2019/NGO/104

Conseil économique et social

Distr. générale
4 décembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Soixante-troisième session
11-22 mars 2019
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »

Déclaration présentée par Sveriges Kvinnolobby, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

18-20226 (F) 301118 211218

Merci de recycler

Déclaration

Pour parvenir à l'égalité des genres et pour que les femmes et les filles puissent pleinement exercer leurs droits aux niveaux national, mondial et local, tous les systèmes de protection sociale et tous les services publics doivent constamment tenir compte de l'égalité des genres, ce qui suppose la mise en place de mécanismes nationaux capables de concevoir, d'exécuter et de suivre des politiques visant à améliorer la condition des femmes dans tous les domaines. L'examen et la prise en compte constants, au plus haut niveau de la prise de décisions, des objectifs, indicateurs et données ventilés par sexe est une condition préalable indispensable.

L'intégration de l'égalité des genres est une stratégie qui suppose de fixer des objectifs d'égalité des genres particuliers, de ventiler les données par sexe, d'affecter les ressources de manière ciblée, de réorganiser et d'améliorer les structures organisationnelles auxquelles ont été assignés des rôles et objectifs particuliers de promotion de l'égalité des genres. C'est pourquoi, pour parvenir à l'égalité des genres, l'accès aux connaissances et l'établissement d'objectifs clairs au plus haut niveau de la prise de décisions sont essentiels.

L'indépendance économique des femmes est l'un des facteurs les plus importants pour la libération des femmes, pour qu'elles prennent le contrôle de leur vie, soient à l'abri des violences commises par les hommes et que le pouvoir soit réparti de manière plus égale dans la société. Les rôles de genre stéréotypés selon lesquels les hommes seraient le soutien principal de la famille et les femmes seraient les seules à prendre en charge les responsabilités familiales sont toujours dominants dans le monde et sont même renforcés à certains égards. Les salaires et les revenus des femmes restent inférieurs à ceux des hommes, ce qui se traduit par des retraites moins élevées et une vie de pauvreté pour beaucoup de femmes. Les écarts de revenus et de retraites se réduisent beaucoup trop lentement, lorsqu'ils se réduisent. Pour faire évoluer cette situation, il faut mettre en place des changements institutionnels spécialement conçus pour encourager l'égalité des genres, tels que le droit d'occuper des emplois rémunérés à temps plein et de bénéficier de congés parentaux individuels et non transférables ou encore l'augmentation des salaires dans le secteur public.

Les femmes migrantes ont plus de difficultés à accéder au marché du travail, sont moins susceptibles d'être économiquement indépendantes et ont moins de chances d'être intégrées dans la société que les hommes migrants. Cela s'explique principalement par le fait que les rôles de genre isolent les femmes dans la sphère domestique, ce qui entrave leur intégration dans la société et leur accès au marché du travail. Pour briser ce schéma, il est essentiel de mettre en place des cadres institutionnels favorisant l'égalité des genres et des initiatives destinées à aider les femmes migrantes à accéder au marché du travail.

Il importe également de renforcer l'État-providence. La mise en place d'un État-providence régi par des objectifs clairs d'égalité des genres est un moyen efficace de redistribuer les ressources et le pouvoir de manière plus égale entre les hommes et les femmes. Les soins et les services de santé, comme les soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, doivent être financés par l'État, de bonne qualité et accessibles à toutes les femmes et les filles partout dans le monde. L'accessibilité, le coût et la qualité doivent être définis par des indicateurs quantifiables et prendre en compte des objectifs tels qu'un nombre minimum d'employés, une distance maximale, un temps minimum, etc.

Pour mettre fin aux violences faites aux femmes, les institutions doivent adopter une approche visant à éliminer la prostitution et à veiller à ce que les prostituées reçoivent l'appui nécessaire pour réintégrer le marché du travail et la société. Parallèlement, les forces de l'ordre doivent réorganiser leurs activités et se consacrer

à la lutte contre l'industrie de la pornographie et de la prostitution, la traite et l'exploitation sexuelle, le proxénétisme et la criminalité organisée dans le contexte de l'industrie du sexe.

Dans le Programme 2030, il est souvent question des besoins particuliers des femmes et des filles et de mesures ciblées en leur faveur, mais pour atteindre ces objectifs, les femmes et les filles doivent être aussi bien agents que sujets lors de la planification, de l'exécution et du suivi des objectifs à tous les niveaux de la société.

Il convient de consacrer des ressources aux mouvements de femmes et au mouvement des refuges. Afin d'avoir de solides infrastructures favorisant l'égalité des genres et une bonne intégration de l'égalité des genres, ces processus doivent être appuyés et suivis par des mouvements de femmes et un mouvement des refuges compétents, solides et indépendants à tous les niveaux de la société et complétés par des instruments pratiques pour que les mouvements de femmes puissent suivre la prise de décisions et demander des comptes aux décideurs.

Nous engageons vivement les États Membres des Nations Unies à :

- Veiller à l'intégration de l'égalité des genres et à la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'analyse budgétaire lors de l'élaboration, de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de toutes les politiques de protection sociale aux niveaux national, régional et local ;
- Créer un système de sécurité sociale solide et doté d'un financement adapté qui recense les objectifs, instruments et mécanismes de suivi en termes d'égalité des genres ;
- Mettre en place un congé parental individuel et non transférable, favoriser la répartition équitable des responsabilités familiales entre les parents et garantir des infrastructures sociales supplémentaires, des cadres incitatifs et des systèmes d'incitation fiscale ;
- Garantir l'égalité salariale et l'égalité des retraites en augmentant les salaires dans le secteur public, en créant un poste de médiateur pour enquêter sur les discriminations de genre, en instaurant le droit au travail à temps plein et en mettant en place des politiques d'enseignement et de formation dans le but d'éliminer la ségrégation sexiste du marché du travail ;
- Investir dans des services de soins de qualité, abordables, accessibles et financés par l'État pour toutes les étapes de la vie, depuis les soins aux enfants et aux personnes âgées aux soins aux personnes handicapées, et les développer ;
- Veiller à la santé des femmes et des filles en mettant en œuvre des objectifs de qualité mesurables pour le système de santé, ventilés par sexe et faisant systématiquement l'objet d'un suivi. Consacrer des ressources pour faire progresser les connaissances scientifiques et renforcer les institutions dans le domaine de la santé des femmes en général et de la santé sexuelle et procréative en particulier, s'agissant notamment de l'accès aux services d'obstétrique pour toutes les femmes et toutes les filles ;
- Instaurer un cadre visant à faciliter l'accès des femmes migrantes au marché du travail et à des formations linguistiques ; Mettre en place des initiatives destinées à aider les femmes migrantes à accéder au marché du travail et des modules sur l'égalité des genres dans les cours d'initiation et les cours linguistiques des programmes d'intégration ;
- Créer un système de pension de retraite dont bénéficieraient toutes les personnes âgées et qui renforcerait la participation des femmes au marché du travail ;

- Mettre en place des infrastructures cohérentes et intégrées comprenant un cadre juridique et des systèmes et institutions de maintien de l'ordre et d'aide juridique visant à éliminer les violences faites aux femmes et, parallèlement, à protéger et à aider les femmes qui ont été victimes de violences de la part des hommes, notamment dans le cadre de la prostitution, de la pornographie et de la gestation pour autrui. Assurer des infrastructures sociales pour les programmes d'aide aux femmes désireuses d'abandonner la prostitution et fixer un nombre minimum de policiers, d'enquêteurs et de procureurs pour lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle, le proxénétisme et la criminalité organisée dans le contexte de l'industrie du sexe ;
- Intégrer un cadre cohérent dans les infrastructures sociales existantes pour soutenir les victimes de violence sexuelle et les victimes de violences faites aux femmes, notamment la violence au nom de l'honneur tels que les mariages arrangés, les mariages forcés, les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines ;
- Garantir la sécurité des femmes et des filles et leur accès aux lieux publics, y compris aux transports publics et aux espaces extérieurs, comme prévu par le Programme 2030. Pour y parvenir, nous invitons instamment les États à faire participer les femmes et les filles à la planification et à la cartographie des infrastructures et espaces publics ;
- Consacrer des ressources prévisibles aux mouvements de femmes aux niveaux national, régional, local et aux organisations dédiées à ces questions.

À propos du Sveriges Kvinnolobby

Le Sveriges Kvinnolobby (SKL) est une organisation-cadre politiquement indépendante et non confessionnelle qui réunit des organisations de femmes en Suède. Nous œuvrons pour la pleine réalisation des droits des femmes et l'avènement d'une société égalitaire entre les femmes et les hommes en Suède, dans l'Union européenne et dans le monde. Le Sveriges Kvinnolobby est une organisation féministe qui regroupe 45 organisations. Notre action s'appuie sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur le Programme d'action de Beijing.